



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Michel CALVO, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Régine ILLAIRE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Ressources - Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise (Aide à la Reprise ou à la Création d'Entreprise) - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Les employeurs publics qui assurent eux-mêmes leurs agents contre le risque de chômage en supportent la charge financière et indemnisent les allocataires qui remplissent les conditions d'attribution.

L'article L.5424-1 du Code du travail impose aux employeurs publics de verser l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de droit commun et selon les modalités d'application de Pôle Emploi.

Dans le cadre de création ou de reprise d'entreprise, le règlement d'assurance chômage prévoit deux types d'aide pour les demandeurs d'emploi dépendant du secteur privé et dont l'indemnisation dépend de Pôle Emploi :

- le cumul total ou partiel de l'allocation chômage avec les revenus de l'activité professionnelle non salariée ;
- l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) correspondant au versement du montant des allocations chômage dont bénéficie l'allocataire sous forme de capital (*décret n°2019-797 - article 35*). S'agissant d'une aide, le juge administratif avait considéré que les employeurs publics ne pouvaient pas verser l'ARCE (*Conseil d'Etat n° 378893 du 15 avril 2015*), considérant que la nature, les conditions d'octroi et les modalités se distinguent de l'allocation chômage et que l'obligation des employeurs publics relevant de la loi, se limitaient au seul versement de l'allocation d'assurance chômage.

Afin de permettre le versement de cette aide par les employeurs publics et alors que la loi ne prévoit que le versement de l'allocation d'assurance chômage, le décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public, précise en son article 5, qu'en cas de reprise ou de création d'entreprise, l'allocation peut être servie, sur demande expresse de l'intéressé(e), dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'ARCE fixées par le règlement d'assurance chômage. Il s'agit donc, non pas d'une aide, mais d'une modalité de versement de l'allocation d'assurance chômage ouverte aux employeurs du secteur public.

A ce titre, s'agissant d'une possibilité de versement en capital, il appartient à l'employeur public de délibérer pour le versement de l'allocation d'assurance chômage dans les conditions de l'ARCE.

Il est proposé d'ouvrir la possibilité d'attribution de l'ARCE aux allocataires indemnisés par la collectivité dans les mêmes conditions et selon les modalités d'application définies par Pôle Emploi.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'adopter la mise en œuvre de la nouvelle modalité d'attribution de l'Aide à la Reprise ou à la Création d'entreprise (ARCE) pour les allocataires indemnisés par la collectivité ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tout chapitre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153865-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.